

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

L'Ontario : une place où s'établir, mais encore une place à construire?

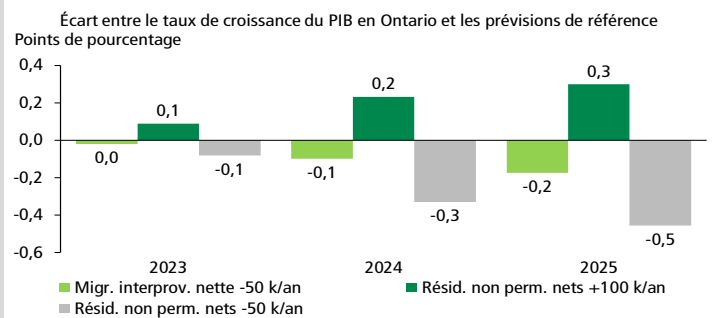
Croissance démographique de l'Ontario : tendances et incidences récentes

Par Marc Desormeaux, économiste principal

Sommaire

- ▶ À la suite de la publication des données démographiques du premier trimestre de 2023 de Statistique Canada, nous analysons les tendances récentes en Ontario, quantifions leurs incidences potentielles et en discutons.
- ▶ L'immigration et les admissions nettes de résidents non permanents ont permis à la population ontarienne d'augmenter de 504 600 (3,4 %) entre le premier trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2023, soit la croissance la plus rapide depuis les années 1970. Ces gains spectaculaires ont été réalisés même si les Ontariens et les Ontariennes quittent leur province en nombres record pour vivre ailleurs au pays.
- ▶ Comme les nouveaux immigrants, les résidents non permanents ne connaissent traditionnellement pas autant de succès sur le marché du travail que les travailleurs nés au Canada, mais l'écart semble s'être rétréci récemment.
- ▶ Pourtant, selon un scénario plausible de réduction de la croissance démographique, nos analyses suggèrent un ralentissement permanent du taux de croissance économique annuel de l'Ontario pouvant atteindre 0,5 point de pourcentage d'ici 2025 (graphique 1). Cette conséquence est sérieuse, la croissance canadienne devant ralentir pour s'approcher de zéro au cours de 2024.
- ▶ Compte tenu de l'évolution fondamentale de sa croissance démographique, la plus grande province du Canada doit continuer de se concentrer coûte que coûte sur l'amélioration de l'abordabilité du logement. En outre, les décideurs politiques et les chercheurs ont besoin de plus de données sur les travailleurs temporaires au Canada. L'Ontario pourra alors réaliser son plein potentiel économique.

GRAPHIQUE 1
La croissance économique change peu selon les hypothèses sur la démographie, mais des questions demeurent à plus long terme



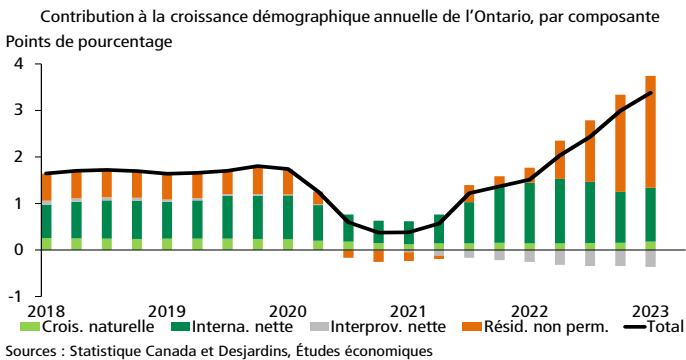
Introduction

La forte poussée démographique canadienne, d'après les données démographiques du premier trimestre de 2023, a de [nombreuses implications pour l'économie nationale](#). Un des éléments remarquables de ces données est le maintien de la croissance marquée et de la contribution des résidents nets non permanents, notamment en Ontario (graphique 2 à la page 2).

Cela fait contraste avec ce qui est publié concernant les gains démesurés attribuables à l'immigration, et survient en dépit d'une migration nette record de l'Ontario vers d'autres provinces.

Dans la présente analyse, nous examinons les tendances démographiques récentes en Ontario, quantifions leurs incidences potentielles et en discutons.

GRAPHIQUE 2 L'exode hors de l'Ontario est amoindri par les admissions d'immigrants et de résidents non permanents



Anatomie de la croissance démographique en Ontario

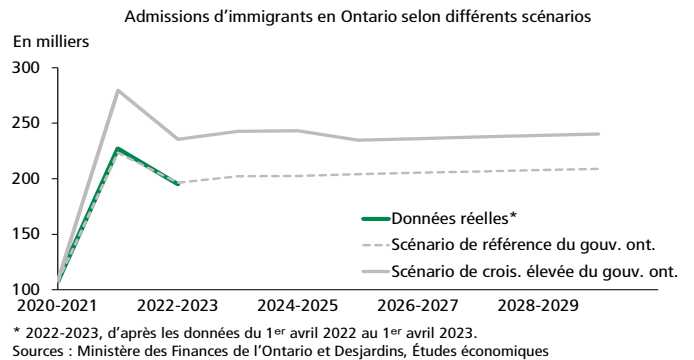
La population de l'Ontario a crû de 504 600 personnes (3,4 %) entre le premier trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2023. Fait étonnant, il s'agit du rythme de croissance annuelle de la province le plus rapide depuis le début des années 1970. L'Alberta et les Maritimes sont les seules régions à avoir surpassé cette progression.

L'Ontario connaît une poussée démographique même si un nombre record de résidents l'ont quitté pour aller s'établir ailleurs au Canada au cours des quatre trimestres ayant précédé le 1^{er} avril 2023. Par le passé, les changements dans la migration interprovinciale suivaient bien sûr de près les mouvements des prix du pétrole et les perspectives du secteur de l'énergie, mais cette fois-ci, c'est différent. [Notre analyse](#) démontre que la migration sortante actuelle compte un nombre anormalement élevé de jeunes Ontariens et Ontariennes qui voient là une solution aux défis importants d'abordabilité des logements dans la plus grande province du Canada. Et l'éventail des provinces de destination est beaucoup plus large que ce qui est normalement observé.

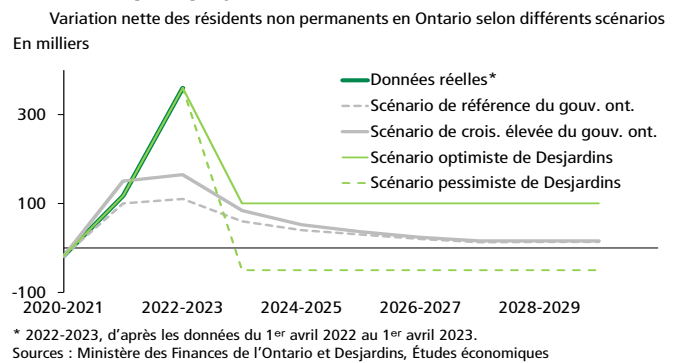
L'immigration internationale aide à compenser la ponction démographique causée par cette migration interprovinciale. Les admissions augmentent conformément aux prévisions du gouvernement de l'Ontario de l'an dernier (graphique 3). Si cette tendance se poursuit, les arrivées d'immigrants pour les dix prochaines années auront seulement été dépassées par les entrées exceptionnelles enregistrées en 2021-2022.

Mais la montée en flèche du nombre de travailleurs temporaires est particulièrement frappante. Depuis le début de l'année 2022-2023, le nombre d'admissions de résidents non permanents, notamment les étudiants internationaux et les travailleurs étrangers temporaires (TET), augmente de plus du double de ce qui était prévu selon le scénario de croissance élevée de l'Ontario (graphique 4)! Les contributions considérables de cette catégorie méritent une analyse plus approfondie, étant donné la volatilité historique du nombre d'admissions,

GRAPHIQUE 3 Jusqu'à présent, l'arrivée d'immigrants correspond aux prévisions gouvernementales...



GRAPHIQUE 4 ... mais les admissions de résidents non permanents dépassent de beaucoup les projections



l'attention portée par le public à l'immigration et l'importance de la migration vers d'autres provinces dans un contexte d'enjeux d'abordabilité importants.

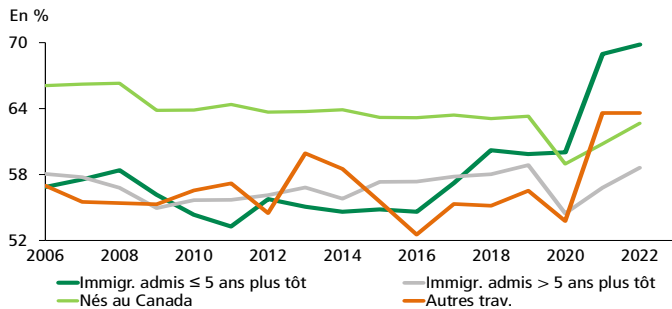
Améliorer la situation du marché du travail

Habituellement, comme les nouveaux immigrants, les résidents non permanents ne connaissent en apparence pas autant de succès sur le marché du travail que les travailleurs nés au Canada, mais l'écart historique en matière d'emploi semble se rétrécir. Le nombre élevé d'admissions dans toutes les provinces laisse présager un besoin pressant de combler les pénuries de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie canadienne. Les données sur les résultats en matière d'emploi des résidents non permanents ne sont pas publiées régulièrement. Pourtant, depuis 2020, on constate une nette amélioration de l'intégration au marché du travail des travailleurs qui ne sont ni nés au Canada ni immigrants (graphique 5 à la page 3).

Nous pensons que les politiques fédérales et un marché du travail canadien très serré ont contribué à la fois à l'augmentation des statistiques et à l'amélioration des données sur le marché du travail pour les résidents non permanents. Parmi les mesures récentes mises en place, on note la [hausse](#) du nombre de TET qui pourront être embauchés dans les secteurs où la pénurie de

GRAPHIQUE 5
L'intégration au marché du travail des immigrants et des résidents non permanents semble s'être beaucoup améliorée

Taux d'emploi



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

main-d'œuvre est avérée. L'augmentation du nombre d'heures de travail hebdomadaires permises pour les étudiants internationaux a pu convaincre plus de personnes de ce groupe d'intégrer le marché du travail. Ces changements surviennent en réponse au nombre très élevé de postes vacants qui se sont accumulés au pays au cours de la pandémie.

Cadre d'analyse

Pour obtenir une estimation générale des répercussions économiques potentielles du virage démographique de l'Ontario, nous avons utilisé un modèle de l'économie ontarienne et les projections démographiques du gouvernement provincial. Les prévisions démographiques de référence de l'Ontario guident nos [prévisions économiques trimestrielles courantes](#). Ainsi, toute déviation par rapport aux projections démographiques conduit à une trajectoire différente pour l'économie.

Dans notre premier scénario, nous supposons que les sorties nettes persistent en Ontario à hauteur de 50 000 personnes par année jusqu'en 2025. Même si ce rythme est plus bas que celui des 12 mois ayant précédé le 1^{er} avril 2023, le scénario devrait tout de même être considéré comme étant baissier. Le dernier scénario de référence du gouvernement repose sur une convergence vers une migration interprovinciale nette nulle au fil du temps. Le scénario de croissance démographique plus faible suppose plutôt une migration interprovinciale nette gravitant autour de -10 000 à -15 000 d'ici 2025. Nous supposons que les taux de chômage et de participation au marché du travail à long terme des personnes qui quittent l'Ontario sont les mêmes que pour l'ensemble de la population, et que la distribution d'âge est égale à celle de 2021-2022 (date des dernières données disponibles).

Un deuxième scénario consiste à établir le nombre d'admissions de résidents non permanents à 100 000 par année à compter de la seconde moitié de 2023. Cette trajectoire est possible si le nombre important de postes vacants et la politique du gouvernement fédéral font que les admissions nettes de résidents non permanents demeurent élevées. Nous établissons

l'équilibre des taux de chômage et de participation des résidents non permanents à des niveaux correspondant à la moyenne de 2015-2019 pour les travailleurs non immigrants et ceux nés au Canada.

Il y a beaucoup d'incertitude autour de la catégorie des résidents non permanents nets. C'est pourquoi nous avons également élaboré un troisième scénario, qui comprend une réduction nette de 50 000 par année du nombre d'admissions de résidents non permanents jusqu'en 2025. Ces chiffres correspondraient au creux de -54 000 enregistré en Ontario en 1992-1993. Il s'agit d'un scénario dans lequel le recours au Programme des travailleurs étrangers temporaires diminue alors que l'économie canadienne, et en particulier celle de l'Ontario, ralentit sous le poids des taux d'intérêt nettement plus élevés au cours de l'année à venir.

Aucun de nos scénarios ne comprend de changement aux niveaux nets d'immigration internationale, étant donné que ceux-ci évoluent jusqu'à présent conformément aux prévisions gouvernementales.

Résultats

Nos estimations suggèrent des répercussions incrémentielles de 0,1 à 0,5 point de pourcentage sur la croissance économique annuelle pour les trois scénarios de croissance démographique. Même si ce n'est pas énorme pour une province dont l'économie a progressé de 3,7 % l'an dernier, les effets pourraient être plus importants si la croissance du Canada ralentit à un taux près de zéro, comme prévu, d'ici 2024. Et bien sûr, les effets sont cumulatifs. Donc, plus les tendances démographiques durent longtemps, plus les changements économiques sont importants.

Le premier scénario, où la migration vers d'autres provinces persiste à un taux quasi record, ferait reculer la croissance économique à court terme de 0,1 à 0,2 point de pourcentage par année. Cet effet plutôt modeste s'explique en partie par la capacité des déterminants de l'immigration internationale à compenser les mouvements interprovinciaux. Il reflète également le fait que le scénario de référence de la province prévoit déjà des sorties de population nettes jusqu'au milieu de la décennie.

Si les arrivées nettes de résidents non permanents maintiennent un rythme de 100 000 par année d'ici la fin de 2025, cela ajouterait de 0,1 à 0,3 point de pourcentage à la croissance du PIB réel de l'Ontario cette année. De plus, la croissance économique provinciale serait presque 1 % plus élevée que celle du scénario de référence d'ici la fin de 2025. Cette hausse survient même si l'on considère que le marché du travail est historiquement moins favorable pour les résidents non permanents.

Selon nos estimations, un retour à une contribution négative des résidents nets non permanents réduirait la croissance annuelle de 0,5 point de pourcentage d'ici 2025. L'activité économique

provinciale serait inférieure de 1,1 % par rapport au scénario de référence d'ici la fin de la période de projection.

Comme dans tout exercice d'analyse impliquant une modélisation, il est important de mentionner ce que nous n'avons pas intégré. En l'absence de données exploitables et à jour sur les résultats du marché du travail par secteur, nous nous fions aux moyennes de l'ensemble de l'économie. Par conséquent, nous ne pouvons pas mesurer les gains économiques potentiels qui pourraient découler de l'absorption des résidents permanents par des secteurs à plus haut degré de productivité. C'est la même chose pour tout ralentissement des flux vers des secteurs moins productifs. Il est également à noter que le scénario prévoyant 100 000 résidents non permanents supplémentaires par année n'a pas entraîné une augmentation du PIB par population active. Cette situation renforce la nécessité d'une synergie entre les entrées de main-d'œuvre et les investissements des entreprises pour stimuler la croissance économique. En conséquence, le fait que les jeunes quittent l'Ontario signifie aussi la perte de la prochaine génération d'entrepreneurs et d'innovateurs. Ces personnes sont importantes pour stimuler les gains de productivité et le dynamisme économique à long terme.

Implications politiques

Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, mais nous le répétons une fois de plus : le manque d'abordabilité du logement est un problème criant en Ontario, et l'augmentation de l'offre est d'une importance cruciale. Notre analyse suggère que, en elle-même, la migration vers d'autres provinces en raison de l'abordabilité limitée du logement ne risque pas de miner gravement l'activité économique à court terme. Toutefois, le maintien de cette tendance limitera presque assurément la capacité de l'Ontario à exploiter le pouvoir économique de sa jeunesse au fil du temps. Qui plus est, si la migration internationale demeure une source importante de croissance démographique, les nouveaux arrivants auront besoin d'un endroit abordable pour s'installer et offrir leur plein potentiel. Et l'Ontario aura besoin d'infrastructures pour répondre aux besoins de sa population grandissante.

Un autre élément à retenir est la distinction entre les types de migration internationale. Les immigrants admis à titre de résidents permanents en vertu des divers programmes offerts au Canada occupent une place de choix dans le discours public. Pourtant, leur contribution à la fulgurante croissance démographique du Canada en général et de l'Ontario en particulier est moindre que celle des résidents non permanents. Ainsi, il ne faut pas voir les immigrants internationaux comme un bloc homogène. Il serait préférable de se concentrer sur les niveaux appropriés d'immigration et d'admissions de résidents non permanents dans leur ensemble ainsi que sur les façons les plus productives d'octroyer une résidence permanente aux travailleurs non permanents.

Enfin, il faudrait recueillir et publier des données plus régulièrement sur le nombre de résidents non permanents au Canada et sur leur situation d'emploi. Ce n'est qu'à ce moment que nous pourrions véritablement évaluer la contribution de ce groupe et l'efficacité des politiques connexes.

Conclusion

La récente explosion démographique en Ontario est remarquable et devrait contribuer à la croissance économique à court terme, mais une analyse plus approfondie révèle des questions et des défis à plus long terme. D'une part, les résidents non permanents jouent un rôle plus important dans les gains de population qu'auparavant. D'autre part, les jeunes continuent de quitter la province en nombres record en raison de l'érosion soutenue de l'abordabilité. En fin de compte, l'Ontario doit rester résolument concentré sur l'amélioration de l'abordabilité des logements, et les décideurs et les chercheurs ont besoin de plus de données sur les travailleurs temporaires au Canada. Une fois ces conditions réunies, la province pourra réaliser son plein potentiel économique.